

Art. 2. De opleiding, vermeld in artikel 1, kan worden georganiseerd vanaf het academiejaar 2019-2020.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 april 2019.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
G. BOURGEOIS

De Vlaamse minister van Onderwijs,
H. CREVITS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2019/13312]

26 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement flamand portant reconnaissance du « éducatif graduat in het secundair onderwijs » en tant que nouvelle formation de la « Arteveldehogeschool »

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu le Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, sanctionné par le décret du 20 décembre 2013, l'article II.83, remplacé par le décret du 4 mai 2018, l'article II.112, remplacé par le décret du 4 mai 2018, l'article II.152, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} mars 2019, l'article II.153, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} mars 2019 ;

Vu la décision d'évaluation positive de la « Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie » (Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande) du 25 février 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 18 avril 2019 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le « éducatif graduat in het secundair onderwijs » est reconnu en tant que nouvelle formation de la « Arteveldehogeschool ».

La formation, visée à l'alinéa 1^{er}, est classée dans la discipline « Onderwijs » (Enseignement). Le volume des études s'élève à nonante unités d'études. La langue d'enseignement est le néerlandais.

La formation, visée à l'alinéa 1^{er}, peut être organisée par l'Arteveldehogeschool sur son site à Gand.

Art. 2. La formation, visée à l'article 1^{er}, peut être organisée dès l'année académique 2019-2020.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 26 avril 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202993]

14 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités de notification du droit de préemption attribué à la Région wallonne conformément à l'article D.358 du Code wallon de l'Agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.50, D.61, § 2, D.63 et D.358, § 9, remplacé par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2016 déterminant les modalités de notification électronique du droit de préemption attribué à la Région wallonne en vertu de l'article D.358 du Code wallon de l'Agriculture;

Vu le rapport du 16 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 16 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 11 février 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par le bien immobilier agricole le bien immobilier bâti ou non bâti situé en zone agricole au plan de secteur et le bien immobilier bâti ou non bâti déclarés dans le SIGeC.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsque l'officier instrumentant est un notaire dont la résidence est située en Belgique, la notification du droit de préemption, prévue à l'article D.358, § 9, du Code wallon de l'Agriculture, dénommé ci-après « le Code », est réalisée de manière exclusivement électronique via le portail E-notariat de la Fédération royale du Notariat belge.

La notification est certifiée exacte, datée, signée et authentifiée via le portail E-notariat de la Fédération royale du Notariat belge.

§ 2. Pour les autres officiers instrumentant, la notification électronique du droit de préemption prévue à l'article D.358, § 9, du Code est réalisée via l'envoi d'un formulaire établi par le Ministre.

Conformément à l'article D.62 du Code, la notification électronique est certifiée exacte, datée et signée via l'envoi du formulaire par l'officier instrumentant.

§ 3. La Direction de l'Aménagement foncier rural du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal de l'Administration certifie la date de réception de la notification par l'envoi d'un accusé de réception électronique automatique.

Art. 3. La notification visée à l'article 2 pour une vente de gré à gré comprend :

1° l'identité de l'officier instrumentant :

- a) dénomination ou nom et prénom;
- b) adresse postale;
- c) adresse électronique;

2° le détail de la vente :

- a) prix de vente du bien immobilier agricole;
- b) superficie du bien immobilier agricole;
- c) vente soumise ou non au droit de préemption du preneur;

3° l'identification de chaque parcelle :

- a) commune, division, section, numéro cadastral;
- b) parcelle entière ou non entière;
- c) nature suivant cadastre;
- d) état locatif;
- e) le cas échéant, identité du preneur et nature du bail;

f) en cas de vente d'une partie de parcelle ou lorsqu'une partie de la parcelle mise en vente est soumise au droit de préemption, un plan ou à défaut un croquis permettant l'identification de cette partie.

Art. 4. La notification visée à l'article 2 pour une vente publique physique comprend :

1° l'identité de l'officier instrumentant :

- a) dénomination ou nom et prénom;
- b) adresse postale;
- c) adresse électronique;

2° le détail de la vente :

- a) le cas échéant, montant de la mise à prix du bien immobilier agricole;
- b) superficie du bien immobilier agricole;
- c) date et heure de la séance;
- d) lieu de la séance avec l'adresse complète;

3° l'identification de chaque parcelle :

- a) commune, division, section, numéro cadastral;
- b) parcelle entière ou non entière;
- c) nature suivant cadastre;
- d) état locatif;
- e) le cas échéant, identité du preneur et nature du bail;

f) en cas de vente d'une partie de parcelle ou lorsqu'une partie de la parcelle mise en vente est soumise au droit de préemption, un plan ou à défaut un croquis permettant l'identification de cette partie.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 pour une vente publique dématérialisée comprend :

1° l'identité de l'officier instrumentant :

- a) dénomination ou nom et prénom;
- b) adresse postale;
- c) adresse électronique;

2° le détail de la vente :

- a) montant de la mise à prix du bien immobilier agricole;
- b) superficie du bien immobilier agricole;
- c) date et heure de début des enchères;
- d) date et heure de clôture des enchères;
- e) référence du bien sur la plateforme d'enchères en ligne;

3° l'identification de chaque parcelle :

- a) commune, division, section, numéro cadastral;

- b) parcelle entière ou non entière;
- c) nature suivant cadastre;
- d) état locatif;
- e) le cas échéant, identité du preneur et nature du bail;
- f) en cas de vente d'une partie de parcelle ou lorsqu'une partie de la parcelle mise en vente est soumise au droit de préemption, un plan ou à défaut un croquis permettant l'identification de cette partie.

Art. 6. La notification est conservée par la Direction de l'Aménagement foncier rural du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement pour une durée de trente ans à dater de la signature de l'acte d'aménagement foncier concerné par la notification.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2016 déterminant les modalités de notification électronique du droit de préemption attribué à la Région wallonne en vertu de l'article D.358 du Code wallon de l'Agriculture est abrogé.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202993]

14. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Modalitäten für die Mitteilung des der Wallonischen Region gemäß Artikel D.358 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zugeteilten Vorkaufsrechts

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.50, D.61 § 2, D.63 und D.358 § 9, ersetzt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses vom 7. Juli 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die elektronische Mitteilung des der Wallonischen Region gemäß Artikel D.358 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zugeteilten Vorkaufsrechts;

Aufgrund des Berichts vom 16. November 2018, der in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 16. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 11. Februar 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als landwirtschaftliche Immobilien die bebauten oder unbebauten Immobilien, die sich in einem Agrargebiet nach dem Sektorenplan befinden oder die im InVeKos (integriertes Verwaltungs- und Kontrollsystem) angegebenen bebauten oder nicht bebauten Immobilien.

Art. 2 - § 1. Handelt es sich bei dem beurkundenden Beamten um einen Notar mit Amtssitz in Belgien, erfolgt die Mitteilung des Vorkaufsrechts nach Artikel D.358 § 9 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, nachstehend "das Gesetzbuch" genannt, ausschließlich in elektronischer Form über das Internetportal E-Notariat des Königlichen Verbands Belgischer Notare.

Diese Mitteilung wird für richtig bescheinigt, datiert, unterschrieben und authentifiziert über das Internetportal E-Notariat des Königlichen Verbands Belgischer Notare.

§ 2. Für alle anderen beurkundenden Beamten erfolgt die elektronische Mitteilung des Vorkaufsrechts nach Artikel D.358 § 9 des Gesetzbuches durch die Übermittlung des vom Minister erstellten Formulars.

Gemäß Artikel D.62 des Gesetzbuches wird die elektronische Mitteilung für richtig bescheinigt, datiert und unterschrieben durch die Übermittlung des Formulars durch den beurkundenden Beamten.

§ 3. Die Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der Verwaltung bescheinigt den Eingang der Mitteilung durch die Zustellung einer automatischen elektronischen Empfangsbestätigung.

Art. 3 - Die in Artikel 2 erwähnte Mitteilung im Rahmen eines freihändigen Verkaufs umfasst:

1° die Personalien des beurkundenden Beamten:

- a) Bezeichnung oder Name und Vorname;
- b) Postanschrift;
- c) Elektronische Anschrift;

2° Detail des Verkaufs:

- a) Verkaufspreis der landwirtschaftlichen Immobilie;
- b) Fläche der landwirtschaftlichen Immobilie;
- c) der Verkauf unterliegt dem Vorkaufsrecht des Pächters oder nicht;

3° Identifizierung jeder Parzelle;

- a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer;
- b) vollständige Parzelle oder nicht;
- c) Art (nach Kataster);
- d) Pachtzustand;
- e) gegebenenfalls Identität des Pächters und die Art des Pachtvertrags;
- f) bei Verkauf eines Teils der Parzelle oder falls ein Teil der zum Verkauf stehenden Parzelle dem Vorkaufsrecht unterliegt, ein Plan oder (falls nicht vorhanden) eine Skizze, die die Identifizierung dieses Teils ermöglicht.

Art. 4 - Die in Artikel 2 erwähnte Mitteilung im Rahmen eines physischen öffentlichen Verkaufs umfasst:

1° die Personalien des beurkundenden Beamten:

- a) Bezeichnung oder Name und Vorname;
- b) Postanschrift;
- c) Elektronische Anschrift;

2° Detail des Verkaufs:

- a) gegebenenfalls das Preisangebot der landwirtschaftlichen Immobilie;
- b) Fläche der landwirtschaftlichen Immobilie;
- c) Datum und Uhrzeit des öffentlichen Verkaufs;
- d) Ort des Verkaufs und vollständige Anschrift;

3° Identifizierung jeder Parzelle;

- a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer;
- b) vollständige Parzelle oder nicht;
- c) Art (nach Kataster);
- d) Pachtzustand;
- e) gegebenenfalls Identität des Pächters und die Art des Pachtvertrags;
- f) bei Verkauf eines Teils der Parzelle oder falls ein Teil der zum Verkauf stehenden Parzelle dem Vorkaufsrecht unterliegt, ein Plan oder (falls nicht vorhanden) eine Skizze, die die Identifizierung dieses Teils ermöglicht.

Art. 4 - Die in Artikel 2 erwähnte Mitteilung im Rahmen eines entmaterialisierten öffentlichen Verkaufs umfasst:

1° die Personalien des beurkundenden Beamten:

- a) Bezeichnung oder Name und Vorname;
- b) Postanschrift;
- c) Elektronische Anschrift;

2° Detail des Verkaufs:

- a) Preisangebot der landwirtschaftlichen Immobilie;
- b) Fläche der landwirtschaftlichen Immobilie;
- c) Datum und Uhrzeit des Beginns der Versteigerung;
- d) Datum und Uhrzeit des Endes der Versteigerung;
- e) Referenz der Immobilie auf der Online-Versteigerungsplattform;

3° Identifizierung jeder Parzelle;

- a) Gemeinde, Gemarkung, Flur, Katasternummer;
- b) vollständige Parzelle oder nicht;
- c) Art (nach Kataster);
- d) Pachtzustand;
- e) gegebenenfalls Identität des Pächters und die Art des Pachtvertrags;
- f) bei Verkauf eines Teils der Parzelle oder falls ein Teil der zum Verkauf stehenden Parzelle dem Vorkaufsrecht unterliegt, ein Plan oder (falls nicht vorhanden) eine Skizze, die die Identifizierung dieses Teils ermöglicht.

Art. 5 - Die Mitteilung wird von der Direktion der ländlichen Bodenumgestaltung der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt für eine Dauer von dreißig Jahren ab der Unterzeichnung der Bodenordnungsurkunde, auf die sich die Mitteilung bezieht, aufbewahrt.

Art. 6 - Der Erlass vom 7. Juli 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die elektronische Mitteilung des der Wallonischen Region gemäß Artikel D.358 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zugeteilten Vorkaufsrechts wird aufgehoben.

Art. 7 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. März 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202993]

14 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de modaliteiten inzake kennisgeving van het recht van voorkoop toegekend aan het Waalse Gewest krachtens artikel D.358 van het Waalse Landbouwwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.50, D.61, § 2, D.63 en D.358, § 9, vervangen door het programma-decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2016 tot bepaling van de modaliteiten inzake elektronische kennisgeving van het recht van voorkoop toegekend aan het Waalse Gewest krachtens artikel D.358 van het Waalse Landbouwwetboek;

Gelet op het rapport van 16 november 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 16 januari 2019;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 11 februari 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder landbouwkundig onroerend goed: het al dan niet bebouwd onroerend goed, gelegen in landbouwgebied op het gewestplan, en het al dan niet bebouwd onroerend goed, opgegeven in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem.

Art. 2. § 1. Wanneer de instrumenterend ambtenaar een notaris is met standplaats gelegen in België, wordt de kennisgeving van het recht van voorkoop bedoeld in artikel D.358, § 9, van het Waalse Landbouwwetboek, hierna « het Wetboek », uitsluitend verricht via het portaal e-notariaat van de Koninklijke federatie van het Belgisch Notariaat.

De kennisgeving wordt voor echt verklaard, gedagtekend, getekend en gewaarmerkt via het webportaal e-notariaat van de Koninklijke federatie van het Belgisch Notariaat.

§ 2. Voor de andere instrumenterende ambtenaren gebeurt de elektronische kennisgeving bedoeld in artikel D.358, § 9, door verzending van een formulier, vastgesteld door de Minister.

Overeenkomstig artikel D.62 van het Wetboek, wordt de elektronische kennisgeving voor echt verklaard, gedagtekend en getekend door verzending van het formulier door de instrumenterend ambtenaar.

§ 3. De Directie Landinrichting van de landeigendommen van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de Administratie verklaart de ontvangstdatum van de kennisgeving voor echt door een automatisch elektronisch bericht van ontvangst te verzenden.

Art. 3. De kennisgeving bedoeld in artikel 2 voor een onderhandse verkoop bevat de volgende gegevens :

1° de identiteit van de instrumenterend ambtenaar;

a) benaming of naam en voornaam;

b) postadres;

c) elektronisch adres;

2° detail van de verkoop :

a) verkoopprijs van het landbouwkundig onroerend goed;

b) areaal van het landbouwkundig onroerend goed;

c) verkoop al dan niet onderworpen aan het recht van voorkoop van de koper;

3° identificatie van elk perceel;

a) gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer;

b) al dan niet geheel perceel;

- c)* aard volgens kadaster;
- d)* huurstaat;
- e)* desgevallend, aard van de huurovereenkomst;
- f)* in geval van verkoop van een deel van een perceel of wanneer een deel van het te koop aangeboden perceel onderworpen is aan het recht van voorkoop, een plan of, bij gebreke daarvan, een schets aan de hand waarvan dat deel kan worden geïdentificeerd.

Art. 4. De kennisgeving bedoeld in artikel 2 voor een fysieke openbare verkoop bevat de volgende gegevens :

1° de identiteit van de instrumenterende ambtenaar:

- a)* benaming of naam en voornaam;
- b)* postadres;
- c)* elektronisch adres;

2° detail van de verkoop :

- a)* in voorkomend geval, bedrag van de inzet van het landbouwkundig onroerend goed;
- b)* oppervlakte van het landbouwkundig onroerend goed;
- c)* datum en uur van de zitting;
- d)* plaats van de zitting met het volledige adres;

3° identificatie van elk perceel;

- a)* gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer;
- b)* al dan niet geheel perceel;
- c)* aard volgens kadaster;
- d)* huurstaat;
- e)* in voorkomend geval, identiteit van de koper en aard van het huurcontract;
- f)* in geval van verkoop van een deel van een perceel of wanneer een deel van het te koop aangeboden perceel onderworpen is aan het recht van voorkoop, een plan of, bij gebreke daarvan, een schets aan de hand waarvan dat deel kan worden geïdentificeerd.

Art. 5. De kennisgeving bedoeld in artikel 2 voor een gedematerialiseerde openbare verkoop bevat de volgende gegevens :

1° de identiteit van de instrumenterende ambtenaar:

- a)* benaming of naam en voornaam;
- b)* postadres;
- c)* elektronisch adres;

2° het detail van de verkoop :

- a)* bedrag van de inzet van het landbouwkundig onroerend goed;
- b)* oppervlakte van het landbouwkundig onroerend goed;
- c)* datum en tijdstip van het begin van de veiling;
- d)* datum en tijdstip van het einde van de veiling;
- e)* referentie van het goed op het online veilingplatform;

3° identificatie van elk perceel;

- a)* gemeente, afdeling, sectie, kadastraal nummer;
- b)* al dan niet geheel perceel;
- c)* aard volgens kadaster;
- d)* huurstaat;
- e)* in voorkomend geval, identiteit van de koper en aard van het huurcontract;
- f)* in geval van verkoop van een deel van een perceel of wanneer een deel van het te koop aangeboden perceel onderworpen is aan het recht van voorkoop, een plan of, bij gebreke daarvan, een schets aan de hand waarvan dat deel kan worden geïdentificeerd.

Art. 6. De kennisgeving wordt door het Directoraat Landelijke Grondinrichting van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu voor een duur van dertig jaar bewaard, te rekenen van de datum van ondertekening van de akte van grondinrichting waarop de kennisgeving betrekking heeft.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2016 tot bepaling van de modaliteiten inzake elektronische kennisgeving van het recht van voorkoop toegekend aan het Waalse Gewest krachtens artikel D.358 van het Waalse landbouwwetboek wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN